



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE D'ÉCULLY

N°2026-074

22 SEPTEMBRE 2026

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 33

PRÉSIDENT : Monsieur le Maire

SECRÉTAIRE ÉLUE : Madame Johanna BECKERT

Membres présents : M. Sébastien MICHEL (Maire) ; Mme Nathalie BRUNEAU (Adjointe) ; M. Loïc ALIRAND (Adjoint) ; Mme Émilie ESCOFFIER-CABY (Adjointe) ; M. Jean-Philippe CORDIN (Adjoint) ; Mme Denise MAIGRE (Adjointe) ; M. Jean-Jacques MARGAINE (Adjoint) ; Mme Laure DESCHAMPS (Adjointe) ; M. Christophe MOREL-JOURNEL (Adjoint) ; Mme Isabelle BUSQUET (Adjointe) ; Mme Martine BIARD ; M. Alain PAUTROT ; Mme Géraldine BALLIGAND ; M. Claude LARDY ; M. Vincent RAFFARA ; Mme Marie-Agnès CHALANCON-FERNANDES ; M. Yoann STUCK ; Mme Christelle GERIN-EPELY ; M. Benoît SÉCHET ; Mme Patricia GARCIA ; M. Benoît DESACHY ; Mme Nathalie MAYEN ; Mme Maryse BODDELE ; Mme Nicole COHEN ; M. Gonzague ZIEGLER ; Mme Johanna BECKERT ; M. Jérôme FRANÇOIS ; Mme Nathalie CORNET ; M. Damien JACQUEMONT.

Membres absents ayant donné pouvoir : Mme Nicole BRIAND donne pouvoir à Mme Denise MAIGRE (Adjointe) ; M. Vincent FRIDRICI donne pouvoir à M. Benoît SÉCHET ; M. Jean-Claude MICHEL donne pouvoir à Mme Marie-Agnès CHALANCON-FERNANDES.

Membre absent : M. Émile COHEN

Nombre de présents : 29

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 32

OBJET : **AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE DE SIGNER LES CONVENTIONS DE MISE À DISPOSITION À TITRE ESSENTIELLEMENT GRATUIT**

Par délibération n°2026-009 du 1^{er} avril 2026, le Conseil municipal a délégué à Monsieur le Maire, en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le pouvoir « *de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans* ».

Selon l'article 1709 du code civil, le *louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer* ».

Il s'avère que certaines mises à disposition (locaux, œuvres d'art, matériel) sont effectuées à titre essentiellement gratuit (à titre gracieux ou pour une somme symbolique).

Accusé de réception en préfecture
08/11/2026 09:03 V 20260902 DECLIB 2026-074 DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

Ce type de mise à disposition est considéré comme un prêt à usage et est, aux termes de l'article 1875 du code civil, « un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi ». Les dispositions de l'article 1876 du même code précisent que le prêt à usage est « essentiellement gratuit », à la différence du louage de choses qui suppose un loyer réel et sérieux.

Par conséquent, la convention de mise à disposition ne peut être conclue ou révisée par Monsieur le Maire qu'après délibération du Conseil municipal.

Toutefois, afin de faciliter la bonne marche de l'administration communale, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les mises à dispositions à titre essentiellement gratuit (gracieux ou pour une somme symbolique), pour toute la durée du mandat.

— — — —

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, notamment ses articles 1709, 1875 et 1876 ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré,

A l'unanimité par 32 voix pour,

- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition à titre essentiellement gratuit ;
- Prend acte que Monsieur le Maire pourra déléguer sa signature à plusieurs adjoints ou Conseillers municipaux ;
- Prend acte que Monsieur le Maire rendra compte au Conseil municipal des décisions qu'il aura été amené à prendre dans le cadre de cette autorisation et ce, à chacune des séances obligatoires du Conseil municipal.

Ainsi délibéré,

A Écully, 22 septembre 2026

La Secrétaire,



Johanna BECKERT

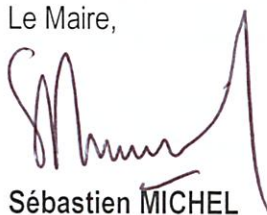
Le Maire,



Sébastien MICHEL

Certifié exécutoire le
Le Maire,

- 5 OCT. 2026



Sébastien MICHEL

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260922-DELIB_2026-074-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026